

Eurosepticisme: le mot est faible devant la virulence de pamphlets anti-bruxellois de certains partis populistes ayant le vent en poupe sur le continent. Mais, au-delà des formules à l'emperte-pièce, règne une défiance diffuse à l'égard de la construction communautaire. Si les Polonais font exception, comme l'argumente dans ces colonnes le ministre polonais, Mikolaj Dowgielewicz, les Allemands a contrario se posent à voix haute la question des bénéfices tirés à partager l'euro, fleuron de l'intégration européenne. Si le projet européen manque aujourd'hui d'appétit politique et de soutien médiatique, c'est qu'il manque cruellement de nouveaux ressorts. L'élargissement historique

de l'Union à l'Est ne s'est pas accompagné d'un approfondissement. L'euro ne devait pas être le dernier mot de l'intégration communautaire mais le premier maillon d'un engrenage qui ne s'est pas enclenché. La crise de l'Union monétaire, au cœur du sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se poursuit aujourd'hui à Bruxelles, est un appel à reprendre le chantier de l'intégration. De Dominique Strauss-Kahn à Jean-Claude Trichet, en passant par Olli Rehn, commissaire européen aux affaires économiques, la demande d'une « réponse globale » s'en fait l'écho. Mais les 500 millions d'Européens ont-ils envie d'une « union sans cesse plus étroite » ?

SÉBASTIEN MAILLARD

REPÈRES

Les « euroseptiques » en France

- **Mouvement républicain et citoyen (MRC)**: créé par Jean-Pierre Chevènement après son départ du PS pour s'opposer au traité de Maastricht (1992).
 - **Mouvement pour la France (MPF)**: créé en 1994 par Philippe de Villiers (ex-UDF) pour prolonger son opposition au traité de Maastricht.
 - **Debout la République**: club fondé en 1999 afin de rassembler au sein du RPR les adversaires du traité d'Amsterdam. Son président, le député Nicolas Dupont-Aignan, a démissionné en janvier 2007 de l'UMP. Il est « candidat à la présidentielle de 2012 pour sortir de l'euro ».
 - **Rassemblement pour l'indépendance et la souveraineté de la France (RIF)**: lancé en 2003 et présidé par Paul-Marie Coûteaux.
 - **Union populaire républicaine (UPR)**: créée en 2007 par François Asselineau après la disparition du RPF pasquien, elle estime que « la France doit sortir de l'Union européenne ».
 - **Parti de gauche (PG)**: lancé en 2008 par Jean-Luc Mélenchon (ex-PS) dans la foulée de son opposition au traité constitutionnel (2005).
 - **D'autres partis** n'ont pas été créés sur le fondement d'une opposition à un traité européen, mais soutiennent une ligne « euroseptique »: FN, PCF, Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT).
- Leurs scores aux européennes**
- **1994**: liste Villiers (12,34 %, 13 élus), CPNT (3,96 %), liste Chevènement (2,54 %).
 - **1999**: liste Pasqua-Villiers (RPF: 13,05 %, 13 élus), CPNT (6,77 %, 6 élus).
 - **2004**: MPF (6,67 %, 3 élus), CPNT (1,73 %), RPF (1,70 %).
 - **2009**: MPF-CPNT (4,80 %, un élu), Debout la République (1,77 %).

Cécile Leconte, Institut d'études politiques de Lille (1)

Peurs et défiance

Pour paraphraser la célèbre formule attribuée à Jacques Delors au sujet du marché unique, il semble que les Européens ne soient pas tombés amoureux de leur monnaie commune. À l'heure où le Conseil européen doit arrêter les grandes lignes d'un mécanisme permanent de gestion des crises au sein de la zone euro, l'opposition à la monnaie unique semble augmenter dans les pays concernés (près de 40 % y sont opposés, selon un sondage publié par la Commission européenne – une proportion qui atteint 52 % dans les pays hors zone euro), tandis que l'indice de confiance dans les institutions européennes a diminué. Parallèlement cependant, une majorité de citoyens européens restent attachée à l'appartenance de leur pays à l'Union et soutiennent le principe d'une coopération européenne plus étroite.

Les récents référendums illustrent bien l'existence de peurs collectives que cristallise la construction européenne.

L'eurosepticisme supposé de l'opinion traduit-il donc vraiment une hostilité à la dynamique de construction européenne, ou bien n'est-il pas plutôt le reflet d'attitudes – pessimisme socio-économique, cynisme politique – projetées sur les institutions publiques, qu'elles soient nationales ou européennes? Les récents référendums illustrent bien l'existence de peurs collectives que cristallise la construction européenne: craintes envers une ouverture accrue du marché de l'emploi en France, envers une dilution de l'identité nationale aux Pays-Bas, envers une érosion de la souveraineté en Irlande. Contrairement à une idée reçue, l'impopularité des exécutifs nationaux, bien que présente parmi les motivations, n'a nulle part été la principale raison sous-tendant le vote noniste. Certes, le contexte national joue

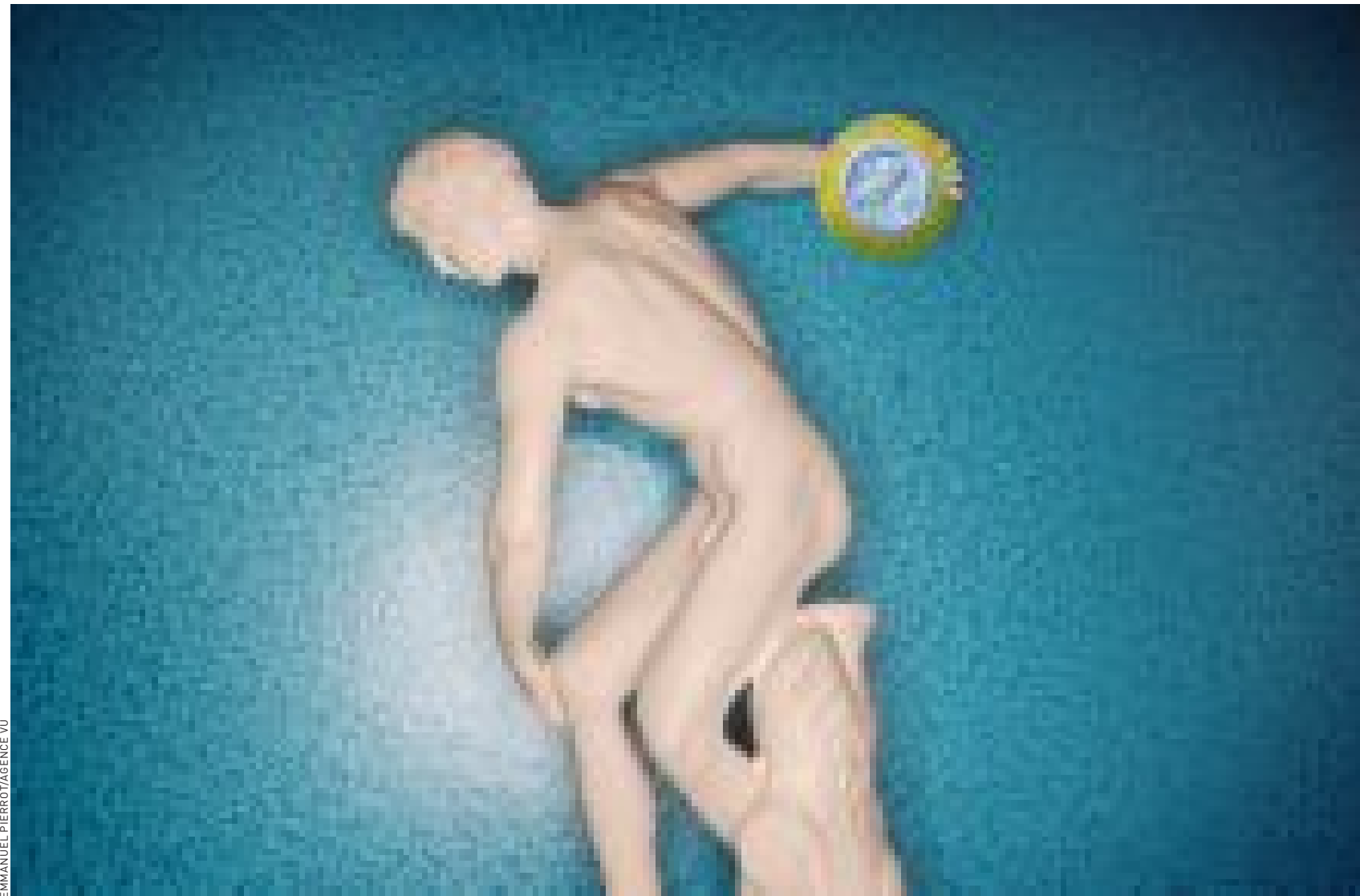
un rôle fondamental en façonnant les représentations collectives de la construction européenne. Ainsi l'eurosepticisme est-il davantage situé à la gauche de l'échiquier politique dans les pays où l'État providence est perçu comme protecteur et efficace, tandis qu'il est plutôt situé à droite dans ceux où l'État est moins généreux, voire moins efficace. Dans ce cas, ne devrions-nous pas parler d'eurosepticismes, au pluriel? De fait, au Royaume-Uni, où le terme eurosepticisme a été initialement employé à partir de la fin des années quatre-vingt, l'hostilité envers l'Union s'enracine dans un ensemble plus vaste de représentations négatives des pays continentaux, dont les systèmes politiques, judiciaires, administratifs sont considérés comme étrangers aux traditions britanniques.

Cependant, quel que soit le pays concerné, trois facteurs jouent un rôle déterminant dans les représentations de l'Union européenne: l'appréciation subjective des perspectives économiques et des bénéfices mais aussi des coûts liés à l'intégration européenne; le niveau de confiance dans les institutions publiques, la défiance envers les gouvernements nationaux étant traditionnellement reportée sur les institutions européennes; enfin, la façon dont les citoyens conçoivent l'identité collective. Sur ce dernier point, le rejet de la solidarité collective, ainsi que le refus du pluralisme (religieux, culturel, etc.) prédisposent fortement à une vision négative de l'Union européenne.

La crise actuelle pèse fortement sur ces trois facteurs et rend plus étroite la marge de manœuvre des dirigeants européens. Alors que les dépenses publiques sont réduites de manière drastique, il leur incombe de convaincre les électeurs que la construction européenne implique désormais une forme de solidarité élargie au-delà des frontières nationales, dans l'intérêt bien compris de tous.

(1) Auteur du livre *Understanding Eurosepticism*, Ed. Palgrave Macmillan, 307 p.

L'eurosepticisme



À l'heure de la crise au sein de la zone euro, la monnaie commune est épinglée par les pays concernés.

Christian Philip, président du Mouvement européen-France

Mobiliser les citoyens

Reconnaissons-le: l'idée européenne ne soulève plus l'enthousiasme des citoyens européens. L'Europe a été longtemps synonyme de paix et de croissance et elle emportait l'adhésion du plus grand nombre. Aujourd'hui, pour trop de nos concitoyens, l'Union européenne est une Europe qui ne sait pas et ne veut pas protéger dans le contexte des crises actuelles; une Europe technocratique qui se limite à réglementer et punir. D'où les votes négatifs à un référendum européen, le pourcentage record d'abstentions lors des élections au Parlement européen, l'eurosepticisme, le populisme.

Il est essentiel de réagir. Non par idéologie, mais parce que l'Europe est une nécessité pour défendre nos valeurs, nos intérêts et exister dans la mondialisation qui caractérise ce début du XXI^e siècle. Parce que se refermer sur soi est toujours suicidaire.

Comment réagir? D'abord demander à nos gouvernants de parler d'Europe à leurs citoyens, de ne pas en parler que pour fuir la responsabilité des décisions difficiles (« on doit faire parce que Bruxelles a décidé... »), alors que Bruxelles, c'est d'abord le Conseil, c'est-à-dire les

gouvernements des États membres de l'UE). En parler pour expliquer pourquoi l'indispensable consensus en Europe, même s'il ne permet pas d'aller aussi vite et aussi loin que nécessaire, permet d'avancer et que tel est l'essentiel. En parler avec l'objectif de montrer pourquoi l'Europe est une nécessité pour le citoyen européen.

Laisser le champ libre aux euroseptiques comme trop souvent aujourd'hui, c'est condamner l'Europe et promouvoir la montée des nationalismes et des populistes.

Savoir proposer une ambition, sans avoir peur de parler d'Europe fédérale. On ne peut convaincre en parlant d'Europe à leurs citoyens, de ne pas en parler que pour fuir la responsabilité des décisions difficiles (« on doit faire parce que Bruxelles a décidé... »), alors que Bruxelles, c'est d'abord le Conseil, c'est-à-dire les

PAROLES

« Sauver l'Europe réelle »

Paul-Marie Coûteaux
Ancien député européen,
président
du Rassemblement
pour l'indépendance
et la souveraineté
de la France

« Continent formé de 41 États, l'Europe réelle compte, du fait de sa géographie au relief accidenté et aux rivages découpés, une large diversité de peuples, aux mœurs et langues différentes, rapprochés par une religion elle-même diverse, le christianisme, dont le principe d'égalité entre les hommes fonda un idéal politique associant peuple et pouvoir, *demos et kratos*, la démocratie. De cette diversité et de cette unité, elle a tiré un modèle politique original peu à peu étendu au monde, universalisé par la charte des Nations unies, celui de nations souveraines coopérant entre elles. Je suis favorable à l'Europe: seule une myriade de projets communs, notamment industriels ou culturels, peut répondre aux concurrences des mastodontes, États-Unis ou Chine.

Sur l'Europe réelle s'est greffée une "Europe" idéologique, conçue comme entité politique unique, un dépassement supranational supposant de détruire sa substance même, les peuples et les nations. Idéologie si totalitaire qu'elle donna le mot d'Europe à une machine bureaucratique, l'UE, qui est pourtant loin de l'absorber dans son être historique, culturel et politique. Lorsque les réalités venaient à la démentir, on postulait que le seul remède était "toujours plus d'UE". On en vint même à nier ses racines communes, chrétiennes, et la démocratie (voir les référendums français, néerlandais et irlandais ignorés), et ceux qui rappelaient ses fondements, les peuples et les nations, furent jetés aux poubelles sous les vocables de populisme, nationalisme ou souverainisme.

Mais l'idéologie ne détruit pas les réalités: le 30 juin 2009, la Cour constitutionnelle allemande jugeait qu'en "l'absence de peuple européen" l'UE ne pouvait être "qu'une union de peuples souverains", s'opposant à l'application immédiate des directives bruxelloises. Celles-ci, même assorties de lourdes amendes, sont d'ailleurs de plus en plus souvent ignorées par des États soumis, eux, aux réalités. Le reflux tourne au sautoir-qui-peut, notamment pour sauver cet euro qui condamne un nombre croissant de peuples à se raccrocher aux crédits extérieurs (fonds de secours européens, FMI, prêts ou rachats chinois) ou à sombrer dans la misère et l'anarchie. Avant qu'elle ne s'effondre, comme toute tentative de dépassement supranational avant elle, il faut quitter l'Europe idéologique et irréaliste et sauver la véritable Europe, celle des réalités.

RECUEILLI PAR
LAURENT DE BOISSIEU

Mikolaj Dowgielewicz, secrétaire d'État
aux affaires européennes de la République de Pologne

La Pologne, euro-enthousiaste

D'après le dernier sondage de l'Eurobaromètre, 62 % des habitants de Pologne estiment qu'être membre de l'UE est une bonne chose, ce qui nous place 13 points au-dessus de la moyenne européenne! Il sera utile de souligner que cette cote élevée d'approbation de l'Union européenne en Pologne est le résultat d'une croissance systématique de popularité, due à une perception grandissante des bénéfices obtenus. Aucun moment de crise, ni brusque augmentation ni diminution violente, n'a été noté. Le soutien à l'UE présente une tendance croissante depuis l'adhésion à l'UE en 2004.

Il faut remarquer également le caractère universel et égalitaire de l'euro-enthousiasme polonais. L'attitude positive par rapport à la présence de la Pologne dans l'UE domine dans tous les groupes sociodémographiques. Même chez les retraités et les agriculteurs, groupes au départ les plus réticents à l'intégration, les opinions favorables prédominent.

Il est indiscutable que cette cote élevée de popularité est liée à la perception du bénéfice. Les études prouvent que plus des trois quarts des Polonais sont convaincus du bilan positif de l'adhésion à l'Union. D'un autre côté, seulement la moitié des Européens ressortent statistiquement comme étant de cet avis. Aujourd'hui, l'Union européenne, c'est pour les Polonais avant tout la liberté de voyager, de faire des études ou de travailler dans n'importe quel endroit sur le territoire européen, ce qui correspond à la concrétisation de l'idée de liberté qui leur est si chère.

La stabilité des opinions pro-communautaires nous assure un certain confort également dans un contexte de la proche présidence polonaise (1). Nous sommes conscients du fait que tous les gouvernements n'ont pas toujours la chance de disposer d'un tel capital à la veille de leur présidence.

Ce capital d'euro-enthousiasme joue également sur les objectifs que la Pologne a l'intention de se fixer pour sa présidence. Nous sommes persuadés de la nécessité d'approfondir l'intégration européenne. C'est pourquoi, en période de crise en Europe et de recherche de nouvelles sources de croissance économique, nous souhaitons appuyer le renouvellement et le renforcement des principes du marché intérieur, qui cache encore un potentiel inexploité.

Le débat peut porter sur la forme et le degré du fédéralisme, pas sur le fédéralisme lui-même. Exiger pour 2014 de vraies élections européennes. Des élections avec des familles politiques présentant un candidat à la présidence de la Commission européenne et un projet de législation. Sans une campagne européenne, sans demander l'approbation d'un projet, d'une feuille de route», comment permettre une nouvelle appropriation de l'idée européenne? Il faut une élection à l'image des législatives ou municipales, une élection où l'électeur choisit une personnalité et approuve un programme, une élection où la circonscription permettrait au citoyen de connaître les candidats et de s'approprier « son » député européen.

Surtout mobiliser la société civile. Je plaide pour une nouvelle convention pour l'avenir de l'Europe, mais pas une convention destinée à adopter une nouvelle Constitution, une convention pour proposer un projet, la « feuille de route » déjà évoquée. Je souhaite une convention type congrès de La Haye (1), non composée seulement de représentants des gouvernements et des parlements, mais aussi du Comité économique et social européen et du Comité des régions de l'UE,

La démocratie impose heureusement de convaincre. Savoir à nouveau expliquer l'idée et le projet européens est une priorité. Il faut le vouloir et s'en donner les moyens. Laisser le champ libre aux euroseptiques comme trop souvent aujourd'hui, c'est condamner l'Europe et promouvoir la montée des nationalismes et des populistes. Il est vraiment temps de réagir.

(1) NDLR: Congrès fondateur de 1948, à l'origine du Mouvement européen.

La confiance dans l'UE et dans ses institutions, bien au-dessus de la moyenne européenne, constitue une autre composante de l'euro-enthousiasme polonais. Elle est étroitement liée à la confiance dans les capacités de l'Union, en tant que partenaire international, à vaincre des obstacles, surmonter des crises et trouver des solutions efficaces. C'est pour cette raison que les Polonais perçoivent l'Union comme le plus efficace des acteurs dans la lutte contre les effets de la crise économique et financière. À cet égard, les Polonais viennent juste après les Belges.

Le caractère communautaire des actions et des décisions est pour la plupart de nos concitoyens une valeur en soi, immanente à l'Union européenne.

Les Polonais sont persuadés que l'efficacité de l'Union européenne est la meilleure garantie de développement économique et social. Il n'y a pas de doute quant au caractère de l'action à entreprendre – la solidarité a toujours joué un rôle très important pour les Polonais, il en est toujours de même. Nous sommes également convaincus que le caractère communautaire des décisions prises en interne par l'UE est un élément clé pour atteindre des objectifs communs. Le caractère communautaire des actions et des décisions est pour la plupart de nos concitoyens une valeur en soi, immanente à l'Union européenne, ce que démontrent différentes études.

Toutes les composantes de l'euro-enthousiasme confondus constituent une valeur que la Pologne peut apporter à l'Union. La présidence polonaise au Conseil de l'UE, que nous allons assumer dans à peine sept mois, sera certainement une promotion – non seulement de la Pologne dans l'UE, mais aussi de l'UE en Pologne. Nous ferons notre possible pour faire face à ces attentes – formulées en interne par notre population, et en Europe par nos partenaires.

(1) La présidence du Conseil européen au second semestre 2011 (NDLR).